

**Nations unies - Débat trimestriel
public sur l'Afghanistan -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**
(New York, 21 juin 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'abord de renouveler les condoléances de la France au peuple afghan et aux familles des victimes du terrible attentat qui a été commis le 31 mai dernier à Kaboul ainsi que des incidents qui ont suivi. La France se tient aux côtés du gouvernement afghan dans la lutte contre le terrorisme.

Je voudrais ensuite remercier chaleureusement le représentant spécial du secrétaire général, Monsieur Tadamichi Yamamoto, pour son exposé éclairant et à travers lui, rendre hommage aux personnels des Nations unies qui travaillent au quotidien et dans des conditions difficiles pour le redressement de l'Afghanistan.

La France s'associe d'avance au discours qui sera prononcé tout à l'heure au nom de l'Union européenne.

Monsieur le Président,

La détérioration de la situation sécuritaire en Afghanistan est, pour la France également, une source de préoccupation majeure. D'abord parce que les premières victimes de ce conflit sont, encore et toujours, les civils, et en particulier les femmes et les enfants. Ensuite parce que la multiplication des attaques ne fait que déstabiliser davantage le pays, en dépit des progrès considérables des forces afghanes, dont je tiens ici à saluer l'engagement et le courage. À cet égard, l'implantation et la prolifération des groupes armés et terroristes doivent être prises particulièrement au sérieux. Enfin, la dégradation de la sécurité aggrave une situation humanitaire déjà fragile, marquée dernièrement par un retour massif de réfugiés en provenance du Pakistan et de l'Iran. Sur ce point, la France encourage le gouvernement afghan à poursuivre les efforts engagés en vue de garantir un traitement égal de tous les réfugiés et personnes déplacées. Elle salue également l'action menée par les Nations unies et en particulier le Haut-commissariat aux réfugiés.

Ce contexte sécuritaire extrêmement volatile rend l'unité du gouvernement afghan plus que jamais essentielle. La meilleure des réponses à apporter aux terroristes est l'unité, le rassemblement et la détermination à approfondir et consolider la démocratie afghane.

La poursuite des réformes engagées doit demeurer une priorité. Cela concerne en particulier les réformes électorales, mais également la lutte contre la corruption et le trafic de stupéfiants, qui continue d'alimenter l'insurrection talibane. Permettez-moi d'insister sur ce dernier point : alors que la production de drogue en Afghanistan a atteint un nouveau record en 2016 avec 4.800 tonnes, la mise en oeuvre rapide du plan d'action national contre la drogue par les autorités afghanes est urgente.

Sur le plan des droits de l'Homme, la situation des femmes et des enfants reste encore très précaire. Il est essentiel que les autorités afghanes continuent de se mobiliser pour mettre pleinement en oeuvre leurs engagements en faveur des droits des femmes et de la protection des enfants.

Au-delà des réformes à mener à court et moyen terme, la stabilisation durable de l'Afghanistan ne pourra passer que par la réconciliation nationale. La France salue l'initiative prise par le président Ghani de réunir, le 6 juin dernier, le «processus de Kaboul pour la paix et la sécurité» et lui renouvelle son plein soutien. S'il appartient aux Afghans de mener le processus qui pourra ramener la paix dans le pays, l'engagement sincère et le soutien sans ambiguïté de tous ses voisins en faveur de la paix est indispensable. Nous demandons à chacun un effort renouvelé en ce sens et des actes concrets. Nous avons la responsabilité collective de soutenir activement la stabilisation de l'Afghanistan et de contribuer à l'établissement d'une paix durable dans ce pays.

Monsieur le Président,

Dans ce contexte, l'accompagnement et le soutien de la communauté internationale en général et des Nations unies en particulier à l'Afghanistan n'ont jamais été aussi importants. La France et l'Union européenne restent, à cet égard, pleinement engagées aux côtés de l'Afghanistan.

Nous attendons ainsi avec beaucoup d'intérêt la remise des conclusions de la revue stratégique de la MANUA le mois prochain. De notre point de vue, cet exercice doit permettre de rationaliser les missions de la MANUA afin de se concentrer sur l'essentiel. À cet égard, la France attache une importance au rôle de «bons offices» de la mission. La question du rôle des Nations unies et de la MANUA en soutien et en accompagnement des efforts de réconciliation et de paix doit également être posée. Enfin, une simplification des mécanismes de coordination sur place pourrait sans doute permettre d'améliorer à la fois l'efficacité et la visibilité de l'assistance apportée par les Nations unies.

Monsieur le Président,

Permettez-moi, pour conclure, de réitérer le plein soutien de mon pays au gouvernement afghan et à l'action menée par les Nations unies en appui de ses efforts.

Je vous remercie./.

